

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail- Justice- Solidarité

**PROJET DE DISCOURS DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR MAMADI CONDE,
MINISTRE D'ETAT,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
A LA 33^{ème} SESSION DE LA CIMAE
(BAKOU, REPUBLIQUE D'AZERBAIDJAN,
19 – 21 JUIN 2006)**

A vérifier à la lecture

Bissimilahi Rahamani Rahimi
Altesses Royales,
Excellences Mesdames et Messieurs les
Ministres,
Excellence Monsieur le Secrétaire
Général de L'O.C.I.,
Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs

Wassalamou Alaïkoum Wa Rahmatoulahi Wa
Barakatouhou

Je voudrais tout d'abord vous dire tout le plaisir que j'ai à participer à cette importante réunion statutaire qu'est la 33^{ème} Session de la Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères dont les assises se tiennent dans cette belle ville de Bakou.

Il me plaît également de dire toute mon appréciation et ma sincère gratitude au gouvernement et au peuple azerbaidjanais pour la généreuse hospitalité et l'accueil cordial réservés à ma délégation et à moi-même.

Je suis tout aussi heureux de rendre un vibrant hommage au Professeur Ekmeleddin Ihsanoglu, pour les efforts, en tous points remarquables, qu'il a entrepris en une année seulement pour restructurer l'O.C.I de manière à donner un nouveau souffle à ses institutions et en faire une organisation moderne plus à même d'assumer le rôle que le monde islamique attend d'elle dans des domaines aussi vitaux que le développement dans toutes ses dimensions, la prise de conscience de l'homme et de la démocratie, la maîtrise des sciences et de la technologie avancée, la mise à niveau de l'économie en cette ère mondialisée.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous exprimer au nom de ma délégation mes chaleureuses félicitations pour votre accession à la Présidence de la 33^{ème} CIMAIE.

Je suis confiant que votre riche expérience et votre sagesse sont un grand atout pour imprimer aux travaux de la présente Session un rythme conforme aux grands enjeux et défis mondiaux que nous devons tous ensemble surmonter.

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis à un moment où les Etats membres et les musulmans du monde entier traversent un moment crucial de leur histoire. Ils restent confrontés à des interrogations non encore résolues allant toutes au cœur des préoccupations qui interpellent la Communauté Internationale en général et le monde islamique en particulier.

Il s'agit de la question de la Palestine et d'Al-Qods Al-Sharif ; la situation dans les territoires Arabes occupés, la situation en Irak, en Somalie, au Soudan, au Jammu et Cachemire, la question Chypriote, la pauvreté, le chômage, les calamités naturelles, les pandémies et autres maladies infectieuses, la menace du terrorisme et plus récemment le phénomène alarmant d'islamophobie et les tentatives de diffamer l'islam et son Saint Prophète (P.S.L).

Monsieur le Président,

Le processus de paix au Moyen-Orient constitue la cause centrale de la Oummah Islamique.

A cet effet, la République de Guinée qui a toujours défendu les idéaux de paix et de justice, réitère la position qui est la sienne à savoir : la reconnaissance à Israël du droit à l'existence et à la sécurité tout comme elle reconnaît au peuple Palestinien les droits à l'autodétermination et à un Etat indépendant.

Notre pays se félicite de la tenue récente d'élections législatives confirmant le choix démocratique du peuple Palestinien. Nous exprimons notre soutien total à l'autorité nationale et au dialogue nationale visant à trouver les moyens les plus efficaces de parvenir à une paix véritable conforme aux résolutions pertinentes des Nations Unies, à l'Initiative de paix arabe et à la Feuille de route du quartet.

S'agissant de l'Irak, la tenue d'élections législatives libres et transparentes ayant permis la mise en place d'un gouvernement constitutionnel représente un pas important vers la paix.

Cependant, la situation très volatile qui prévaut constitue une réelle menace à l'intégrité territoriale du pays et suscite la crainte de la voire déborder sur toute la région.

A cet effet, nous lançons un appel fraternel à tous les Irakiens en faveur de la réconciliation nationale afin qu'ensemble ils puissent œuvrer à la reconstruction de leur pays avec le concours effectif et efficace de l'Organisation des Nations Unies.

Nous appuyons les recommandations du Groupe de Contact de l'O.C.I sur le **Jammu et Cachemire** pour un règlement équitable et pacifique de ce conflit.

Dans cette optique nous notons avec satisfaction l'établissement de pourparlers positifs entre l'Inde et le Pakistan et exhortons les deux parties à agir en sorte que le processus de paix soit irréversible.

Je voudrais exprimer toute l'appréciation de la République de Guinée pour le soutien de l'O.C.I à la cause de la **Communauté musulmane Turque de Chypre**, en vue d'un règlement négocié et équitable de la question Chypriote.

S'agissant de la **République du Soudan**, nous saluons les actions entreprises par l'O.C.I pour la restauration de la paix et de la stabilité sur l'ensemble du territoire national.

Nous nous félicitons en outre des efforts de paix du gouvernement Soudanais à travers la poursuite des négociations d'Abuja avec les mouvements armés de la région.

En ce qui concerne **la Somalie**, nous soutenons l'implication active de l'O.C.I dans toutes les initiatives internationales et régionales visant à établir une paix durable, à réaliser la réconciliation nationale et préserver l'intégrité territoriale du pays.

Monsieur le Président,

Je voudrais exprimer toute la reconnaissance de la République de Guinée pour l'appel à la solidarité lancée par l'O.C.I à la Communauté Internationale et aux Etats membres en faveur d'une assistance financière et matérielle pouvant lui permettre de faire face à la situation difficile créée par les agressions dont elle a été victime par la présence sur son territoire de centaines de milliers de réfugiés à majorité musulmane.

Monsieur le Président,

Nous notons avec satisfaction, la détermination de l'O C I à poursuivre avec vigueur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Islam qui se traduit par un suivi régulier de la Déclaration du Caire et la mise en place d'un Observatoire de l'Islamophobie.

A ce propos, la montée des sentiments de haine contre les musulmans et l'Islam qui s'est manifestée tout récemment par les atteintes à son image et à ses valeurs, engage tous les gouvernements à veiller de manière responsable à ce que le droit à la liberté d'expression soit exercée dans les limites prescrites par la loi indispensables au maintien de l'ordre public et au respect des religions et des croyances.

Monsieur le Président,

Nous notons pour le déplorer, la tendance fâcheuse qu'il y a de nos jours à créer l'amalgame entre le terrorisme et l'Islam, religion dont les préceptes sont diamétralement opposés à la violence sous toutes ses formes et manifestations.

C'est pourquoi, la République de Guinée condamne toutes les pratiques terroristes et les diverses formes d'appui, de financement et d'incitation à ces actes odieux et voudrait souligner la nécessité de parvenir à un accord sur la notion de terrorisme qui établirait la distinction entre le phénomène proprement dit et la lutte légitime des peuples vivant sous l'occupation étrangère.

Monsieur le Président,

Au plan économique, la mondialisation que nous vivons chaque jour est une donnée incontournable que nous devons maîtriser en utilisant de manière optimale les ressources humaines, naturelles et économiques dont dispose le monde musulman. C'est en cela que réside l'importance du renforcement des capacités des Etats membres y compris celles de négociations dans le cadre de l'OMC.

A cet effet, nous apprécions hautement le rôle joué par la Banque Islamique de Développement dans l'organisation de réunions consultatives permettant aux Etats membres d'échanger leurs vues et de coordonner leurs positions autant que possible sur l'ensemble des questions d'intérêt commun dans la perspective des réunions ministérielles de l'OMC.

Monsieur le Président,

Dans un environnement économique international marqué par l'érection de barrières entre Nations Industrialisées et Pays en Développement, nous reconnaissons la nécessité d'identifier les effets négatifs de la mondialisation sur les économies des Etats membres.

Nous appelons à un partage équitable entre tous les pays des avantages découlant de cette mondialisation et à une plus grande libéralisation des échanges commerciaux.

Monsieur le Président,

L'aggravation de la pauvreté dans les Pays les Moins Avancés qui a conduit à leur marginalisation au sein de l'économie mondiale interpelle la Communauté Internationale et plus précisément les Pays Développés.

A cet égard, nous voudrions les exhorter à garantir la mise en œuvre rapide et intégrale du programme d'action 2001-2010 adopté par la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA tenue à Bruxelles en 2001 et la mise en œuvre effective des recommandations de la Conférence Internationale sur le financement du développement organisée en 2002 à Monterrey, au Mexique.

Par ailleurs, en dépit des récentes mesures d'annulation de l'encours total de la dette multilatérale des PPTTE dont certains pays africains, le fardeau de l'endettement continue d'hypothéquer le décollage des économies des pays en développement.

A cet effet, nous réitérons notre appel à la Communauté Internationale pour l'extension à tous les pays africains de l'Initiative PPTTE et à leur assurer à nouveau des flux financiers importants à des conditions avantageuses.

Monsieur le Président,

Nous appuyons les actions positives envisagées par l'O.C.I pour le **renforcement du rôle de la Femme** dans le développement de la société musulmane ainsi que des opportunités qui s'offrent à elle dans divers domaines de la vie publique.

En ce qui concerne **la réforme et l'élargissement des Nations Unies**, il faut convenir que la préservation et le renforcement de mécanismes efficaces de coordination et de concertations régulières entre les Etats membres pour l'harmonisation de leur position devraient permettre une représentation adéquate de la Oummah Islamique dans toutes les catégories de membres d'un Conseil de Sécurité élargi.

L'instauration du **dialogue des civilisations**, fondé sur le respect mutuel, l'entente et l'égalité des peuples est indispensable à la paix, à la sécurité et à la tolérance dans le monde.

A ce titre, sa mise en œuvre effective est la condition sine qua non pour l'avènement d'un nouvel ordre international où les déchirements et les démembrements des Nations céderaient la place à une coexistence en bonne intelligence.

Monsieur le Président,

Permettez-moi une nouvelle fois d'exprimer ma conviction que l'Azerbaïdjan jouera un rôle capitale durant sa présidence de la 33^{ème} CIMAIE pour assurer le succès de notre organisation à assumer au mieux les charges qui sont les siennes.

Wa Salamou Alaïkoum Wa Rahmatoulahi Wa Barakatouhou.